

**RELIGIONS** Le père franciscain Ibrahim Alsabagh témoigne de l'enfer à Alep, où il porte secours aux plus démunis. **13**

**HISTOIRE VIVANTE** En Syrie, des sites archéologiques fouillés par des Suisses ont été détruits par Daech. **14**

le **MAG** A Venise, la 57<sup>e</sup> Biennale est certes belle, mais aussi lisse et largement apolitique. Visite critique. **19**

# WEEK-END

SOLIDARITÉ  
11  
LE COURRIER  
VENDREDI 19 MAI 2017

En Colombie, une loi permet aux autorités de restituer les terres aux paysans spoliés. Mais son application tarde à venir. L'association genevoise Turpial soutient le processus. Reportages

## Le fol espoir d'un retour à la terre

CHRISTOPHE KOESSLER,  
DE RETOUR DE COLOMBIE

**Colombie** ▶ De part et d'autre de la route, des plantations de palme africaine à perte de vue. A 10h, en ce matin de mars, la chaleur moite est déjà aussi étouffante que l'atmosphère qui règne sur ces terres du sud du Département du César en Colombie, désormais accaparées par l'hacienda La Gloria. En 1999, des groupes paramilitaires sont venus y déloger de force plusieurs centaines de familles de petits agriculteurs qui vivaient dans la zone, tuant dans la foulée au moins trois personnes. «Les hommes en armes sont toujours là, nous ne pouvons nous arrêter ici», explique Adelfo Segundo Rodriguez, 61 ans, président de l'association de paysans déplacés de Bellacruz, un lieu dit qui comprends près de 20 000 hectares.

A la fin des années 1990, la famille des grands propriétaires de la région, les Marulanda, n'avait pas voulu respecter la décision de l'Institut colombien de la réforme agraire, qui avait conclu en 1994 que 1500 hectares de terres devaient être restitués aux paysans.

**La violence contre la loi**  
Et comme en Colombie c'est souvent la force qui fait loi, les riches exploitants ont, selon les organisations colombiennes des droits humains, engagé les paramilitaires des «Autodéfenses unies de Colombie» pour expulser les ayants droit vivant dans les environs, avec la complicité de l'armée, pensant empêcher ainsi tout retour.

Mais ni la torture ni les viols commis alors n'ont découragé les habitants de faire valoir leurs droits et de manifester, jusqu'à la capitale Bogota, pour récupérer leurs biens. Dispersés pour un temps, les paysans ont repris le flambeau de la lutte en 2009 et se sont constitués en association.

**«Je pense que les complicités se situent à tous les niveaux de l'Etat»**

Adelfo Rodriguez

Aidée par le Comité colombien de solidarité avec les prisonniers politiques (CSPP), lui-même soutenu depuis 2013 par l'association genevoise Turpial<sup>1</sup>, l'organisation paysanne dépose de nouveaux recours devant différentes instances colombiennes. «En 2015, nous avons

**Adelfo Segundo Rodriguez espère un jour pouvoir retrouver ses champs qu'il a dû fuir sous la menace des groupes paramilitaires. Mais les autorités n'appliquent pas la décision de restitution de la Justice colombienne. CKR**



monté un campement de protestation devant l'une des exploitations de l'hacienda. Nous sommes restés sept mois avant d'être chassés à nouveau sans ménagement», raconte Adelfo Rodriguez en passant devant les lieux où plusieurs personnes ont été blessées.

Cette pression porte ses fruits: en 2016, pour la première fois de son histoire, la Cour constitutionnelle colombienne ordonne la restitution immédiate de 1200 hectares occupés illégalement par les Marulanda. Et déclare que quelque 5000 autres hectares

doivent être rendus aux paysans par le biais de l'Unité de restitution des terres, l'organe de l'Etat chargé de cette mission.

### Refus d'obtempérer

Cependant, le nouveau propriétaire de l'hacienda, Ger-

mán Efromovich, président de la compagnie d'aviation colombienne Avianca, se refuse à obtempérer: «Dans les jours qui ont suivi la décision de justice des panneaux 'propriété privée' sont apparus un peu partout», soupire le leader paysan. Mal à l'aise, et préoccupé par

notre sécurité, ce dernier consent pourtant à descendre de la voiture le temps d'une photo près de l'écriteau, non sans avoir au préalable scruté les environs. «En général je passe ici à moto mais je ne m'arrête pas», confie-t-il.

## «Seuls 2% des terres volées ou perdues ont été restituées»

La difficulté, pour les paysans que défend le Comité de solidarité avec les prisonniers politiques (CSPP), d'obtenir une restitution effective des terres concerne en fait l'ensemble des communautés déplacées de Colombie. Le point depuis Bogotá avec Zoraïda Hernandez, secrétaire générale du CSPP.

**La loi de 2011 sur les victimes et la restitution a suscité de grands espoirs. Mais pour l'instant, très peu de terres ont été rendues. Avez-vous des chiffres?**

Zoraïda Hernandez: Oui, entre 1994 et 2012, 10 millions d'hectares de terres ont été spoliés aux paysans ou abandonnés par ceux-ci en raison du conflit armé et de la stratégie de contre-réforme agraire. Depuis l'entrée en vigueur de la loi sur les victimes, plus de 102 000 demandes de restitution ont été enregistrées. Mais, au premier mars 2017, seules 5018 d'entre elles ont fait l'objet d'une décision.

L'Unité de restitution des terres, l'organe de l'Etat chargé de cette mission, indique que 201 458 hectares ont été restitués, ce qui correspond à seulement 2% du total des terres volées ou perdues par les Colombiens durant cette courte

période. Et les terres confisquées avant 1994 ne sont pas prises en compte dans ce calcul.

**Les communautés que vous défendez à Bellacruz et Santa Rita, parmi d'autres, n'ont pas pu obtenir la restitution effective de leurs terres en dépit de sentences des tribunaux en leur faveur. La lutte juridique est-elle vaine?**

Il est difficile d'obtenir la mise en œuvre de décisions de justice lorsque des intérêts économiques si importants sont en jeu. Derrière la spoliation des terres se cachent souvent des intérêts liés à la mise en œuvre de mégaprojets énergétiques ou d'infrastructures (routes, voies ferrées, ports, etc). Il faut aussi prendre en compte que depuis tant d'années, il existe une convergence et une entente entre les pouvoirs économique, politique et militaire (légaux et illégaux).

Pour obtenir une restitution effective des terres, il faudra passer par un grand nettoyage des institutions colombiennes, le renvoi des fonctionnaires impliqués dans les déplacements forcés, et des résultats tangibles dans la lutte contre les groupes paramilitaires, toujours très actifs.

Par ailleurs, le volet juridique de notre action ne peut suffire. Il doit être accompagnée par le renforcement de l'organisation des communautés, le lobbying politique, la mobilisation sur le terrain et la communication auprès des médias.

**L'accord de paix entre le gouvernement et les FARC, signé fin 2016, va-t-il favoriser les restitutions de terres?**

La terre était l'un des sujets primordiaux de la négociation entre les FARC et les autorités et une «réforme rurale intégrale» fait l'objet du premier chapitre de l'accord. Les deux parties se sont engagées en faveur de la restitution des terres et le retour des déplacés. Le problème c'est que le gouvernement Santos a déclaré non négociable le modèle néolibéral qui se nourrit pourtant de la spoliation du travail, des terres, des territoires et des biens des communautés paysannes et autochtones.

Il revient maintenant aux mouvements sociaux de lutter pour ne plus permettre le processus de dépossession qui continue actuellement.

**L'accord de la Havane ne semble pas conduire à un affaiblissement des**

**groupes paramilitaires. On observe aussi une recrudescence des meurtres de leaders sociaux...**

En 2016, 134 leaders sociaux, communautaires et défenseurs de droits humains ont été assassinés. Ce qui représente une énorme augmentation (63 cas en 2015 et 55 en 2014, nldr). A la fin du mois d'avril 2017, on en dénombre déjà 22, ainsi que 19 attentats et 20 cas de persécutions judiciaires contre des dirigeants du mouvement social. Il est important de rappeler que le «paramilitarisme» a été créé par l'Etat colombien lui-même dans les années 1960 et qu'il reste malheureusement central dans le processus de spoliation des terres qui caractérise le néolibéralisme colombien depuis les années 1990. Dans ce contexte, l'Etat doit apporter de plus grandes garanties de protection dans le processus de restitution de terres aux communautés paysannes, autochtones et afrodescendantes.

L'Etat doit aussi démanteler les groupes paramilitaires, réviser sa propre doctrine militaire, épurer ses forces armées afin d'en finir enfin avec les pratiques institutionnelles de corruption et de terreur.

PROPOS RECUEILLIS PAR CKR

\*\*\* Sans grande surprise, les autorités locales, vraisemblablement toujours de mèche avec le principal propriétaire de la région, ont récemment rejeté la décision de la Cour suprême de justice et se sont déclarés en «désobéissance». Face à cette situation, le gouvernement national ne réagit pas pour faire appliquer la loi: «Je pense que les complicités se situent à tous les niveaux de l'Etat, commente Adelfo Rodriguez. Prenez le ministre de l'Agriculture, par exemple. Sa sœur est une dirigeante de la banque Da Vivienda, qui fi-

nance les plantations de palme d'Efrovovich.»

### Une base utile pour préparer l'avenir

Les déplacés ne perdent pas espoir pour autant. Depuis quelques années, leur association loue quelques dizaines d'hectares<sup>2</sup> dans les environs afin de reprendre une activité agricole et de subvenir aux besoins de ses membres. «Cela nous servira de base quand nous pourrions récupérer nos terres», espère Adelfo Rodriguez. Canards, poules, cochons, vaches, bananiers, manioc s'y côtoient

joyeusement. Quatre bassins pour la pisciculture ont aussi été creusés.

### Désert vert

Un contraste saisissant avec le «désert vert» des quelque 5000 hectares de plantations de palme de l'hacienda toute proche. La nature exubérante de la région y a perdu ses droits. L'homme pointe le ciel du doigt: «Des avions y déversent des insecticides et herbicides pour que rien d'autre n'y pousse. Les marais où nous pêchions ont été drainés puis asséchés. Toute la biodiversité a disparu

et les eaux sont désormais polluées», déplore le leader associatif.

Les fruits de la palme serviront à fabriquer des agrocarburants destinés en majeure partie à l'exportation. Le gouvernement colombien projette même de construire un port spécial sur la côte caraïbe pour embarquer la marchandise. Le chemin de fer qui passe dans l'hacienda a déjà été réhabilité (principalement pour y faire transiter du charbon) et, tout proche, l'Etat a fait construire la «route du soleil», également conçue pour faciliter

l'exportation des matières premières minières.

Un panorama qui fait dire aux défenseurs des droits humains en Colombie que l'Etat favorise à dessein les grands propriétaires terriens – même si leurs biens ont été acquis frauduleusement –, car ils sont les acteurs du modèle de développement agroindustriel, minier et productiviste choisi par le gouvernement. De surcroît, les militants craignent que les autorités n'utilisent, de façon paradoxale, la loi sur la restitution de terres pour légaliser les terrains douteux de grandes

propriétés plutôt que de les rendre aux petits paysans. Car ces derniers ne représentent qu'un obstacle sur la route de la «création de richesses». 1

<sup>1</sup> Créée en 2011, l'association genevoise Turpial se solidarise avec des organisations, communautés et personnes qui se mobilisent en faveur des droits humains et de la construction de la paix en Colombie. Son projet auprès des communautés déplacées est soutenu par le Canton de Genève et la Ville de Meyrin.

<sup>2</sup> La location de terres est financée grâce à des fonds récoltés lors des dernières mobilisations de la fédération d'organisations paysannes colombiennes, la Cumbre agraria.

# Rentrer sans être indemnisés

**Nord du pays** ▶ A Santa Rita et Pital de Megua, des paysans déplacés ont pu revenir chez eux. Mais ils ne peuvent véritablement compter sur l'aide de l'Etat qui a pourtant l'obligation de les accompagner et de compenser leurs pertes.

A quelques kilomètres du fleuve Magdalena, dans le département du même nom, Santa Rita renaît peu à peu de ses cendres. Village fantôme pendant près de dix ans, l'agglomération au climat aride fait pourtant encore furieusement penser à des décors d'un film de Sergio Leone. Plusieurs centaines de maisons à l'état de ruine y bordent des chemins de terre poussiéreux.

Entre celles-ci, quelques dizaines de masures ont été construites au compte-goutte par des sous-traitants de l'Etat pour reloger certains des expulsés de l'année 1999. Une centaine de familles tente de redonner vie à ces lieux étranges d'où plus de 3000 villageois avaient été chassés sans ménagement en quelques jours – assassinats à la clef –, par les tristement célèbres paramilitaires Salvatore Mancuso y Rodrigo Pupo, alias Jorge 40.

«Regardez, la maison qu'ils m'ont construite ne comporte ni toilettes, ni cuisine, et se compose en tout et pour tout de trois pièces», se plaint Lenis Cartillo, une mère de famille 40 ans. La plupart des habitants de Santa Rita se trouvent dans la même situation, entassés dans ces cabanes exigües grossièrement maçonnées, coiffées d'un toit de tôle parfois branlant. «Certaines maisons n'ont ni plancher ni fenêtres. Beaucoup de personnes déplacées ont refusé de revenir ici dans ces conditions. Plus d'une quarantaine de ces constructions ne sont pas habitées et se délitent», explique



Matilde Gonzalez, 77 ans, est rentrée à Santa Rita, mais elle n'a pu récupérer ni sa maison ni sa terre. CKR

José<sup>1</sup>, la trentaine. Sur la porte de quelques unes de ces habitations fantômes, des autocollants à l'effigie de l'Union européenne, laquelle aurait mandaté la Fondation catholique Minutos de Dios pour édifier ces cahutes (lire ci-contre).

### La maison oui, les terres non

Les quelque 400 personnes qui sont revenues au village attendent aussi qu'on leur rende leurs terres voisines. Si l'Unité de restitution des terres leur a

retrocédé la propriété de leurs anciennes maisons, grâce à l'aide du Comité de solidarité avec les prisonniers politiques (CSPP) et de l'association genevoise Turpial, les demandes concernant leurs champs sont toujours pendantes. Et le chemin s'annonce difficile.

La plupart des terrains sont maintenant occupés par une entreprise agricole, Agropecuaria RHC, laquelle aurait acheté près de 2000 hectares aux paramilitaires qui ont dépossédé les petits paysans. Certaines de

ces parcelles auraient été vendues sous la menace, à un prix dérisoire: «Ou tu vends, ou c'est ta veuve qui vendra».

### Ne pas compter sur l'Etat

De l'autre côté du hameau, des champs seraient passés en d'autres mains. Mais difficile d'en savoir davantage. Personne n'évoque ce sujet à Santa Rita. Personne sauf José<sup>1</sup>, à voix basse et sous couvert de l'anonymat: «Beaucoup de paramilitaires sont encore là dans les environs. Des gens très mauvais. Ils ne veulent pas partir. Tout le monde a peur du retour de la violence. Et nous sommes complètement à leur merci, aucune force publique ne se montre dans les environs», confie-t-il.

En attendant une éventuelle restitution, les habitants de Santa Rita se «débrouillent»: un peu de pêche – très maigre depuis que les lagunes marécageuses voisines se sont mystérieusement recouvertes d'une algue envahissante –, un peu de commerce, quelques vaches, ou encore l'apport financier de parents vivant à l'extérieur.

De la part de l'Etat, rien ou presque rien. Le nombre de personnes indemnisées se compte sur les doigts d'une main, et le financement de «projets productifs», pourtant prévus par la loi colombienne, ne vient pas. «Lorsqu'on demande une aide pour monter un négoce ou acheter des animaux d'élevage, les autorités nous répondent que nous sommes déjà privilégiés d'avoir reçu des maisons», soupire Sugey Torres Manotas, la très dynamique présidente de l'association des habitants de Santa Rita.

### A Pital, la police a fait le sale boulot

A quelques dizaines de kilomètres de là de l'autre côté du fleuve, à Pital de Megua, une trentaine de familles ont, elles, pu récupérer leurs champs, adossés à de vertes collines.

A la différence de ce qui s'est passé à Santa Rita, ce ne sont pas des groupes armés illégaux qui avaient délogé les paysans, mais les autorités elles-mêmes. «Munis d'un faux titre de propriété, un certain Manuel Povea a prétendu avoir racheté ces terres à un citoyen allemand qui en possédait une partie», explique Maria Cedeño Sarmiento, permanente du Comité de solidarité avec les prisonniers politiques (CSPP) du département de l'Atlantico. Or, il s'est révélé plus tard que l'homme d'origine germanique était mort au moment de la soi-disant signature du contrat.

Complaisante et corrompue, la municipalité locale de Tubara n'a pas vérifié l'acte de propriété et a monté des opérations d'expulsion des petits fermiers à la fin de l'année 2010 et début

2011. «Nous étions sur les lieux, raconte Fabian Araujo, avocat engagé par le CSPP pour défendre les paysans. J'ai vu de mes propres yeux Manuel Povea distribuer en public de l'argent aux fonctionnaires de la mairie et à la police», assure l'homme de loi. Sur place, se trouvait également une troupe de police spécialisée dans la lutte antiguerilla-

## Ce ne sont pas des groupes armés illégaux qui ont délogé les paysans, mais les autorités.

la et des hommes armés non identifiés, dont certains tiraient en l'air.

«Ils ont bousculé mon garde du corps et ont menacé tout le monde avec les tronçonneuses qu'ils ont utilisé pour détruire les maisons. Celle qui était ici (sur la colline où nous trouvons, ndr), a failli me tomber dessus», témoigne Maria Sarmiento.

### Reconstruire sans indemnisations

Après une mémorable bataille juridique, des plaintes auprès des autorités nationales et des piquets de protestations permanents devant les bâtiments municipaux, les paysans obtiennent de la mairie voisine de Baranoa qu'elle se saisisse de l'affaire, puisque les terres sont en réalité sous sa juridiction. La municipalité finit par décider en 2015 que le titre de propriété est nul et non avenue et que les paysans peuvent rentrer chez eux.

«Nous avons dû tout reconstruire, sans indemnisations et sans aucune aide de l'Etat. Nous avons bâti des cahutes à la place de nos maisons détruites», explique aujourd'hui Carlos Alfonso Solano, président de l'association des paysans de Pital de Megua. Avec l'aide du CSPP, les agriculteurs tentent aujourd'hui d'obtenir des compensations financières. Mais les juges locaux assurent, pour l'instant, que les faits sont déjà prescrits. Ce qui ne décourage pas les habitants qui poursuivent leur bataille juridique: «Nous avons appris que, sans organisation, nous sommes la proie de n'importe quel bandit. Continuons la lutte!», s'exclame Carlos Solano, 86 ans.

CHRISTOPHE KOESSLER



Une fondation financée par l'Union européenne a construit des cahutes souvent inhabitables. CKR

<sup>1</sup> Prénom fictif. Craignant pour sa vie, il préfère taire son nom.

## Les masures de misère de l'UE

Parmi les constructions édifiées à Santa Rita pour accueillir les déplacés désirant rentrer chez eux, quelques dizaines ont été construites «grâce» à des financements de l'Union européenne (UE). De très mauvaise facture, minuscules, sans toilettes ni cuisines, souvent sans portes, beaucoup d'entre elles sont laissées à l'abandon. «C'est courant en Colombie. Le mandataire ne remplit pas le cahier des charges, fait le travail à moitié et s'en met plein les poches», commentent les habitants du village.

Contactée il y a plusieurs semaines, la représentation de l'UE à Bogotá nous répond dans un premier temps qu'elle n'a «pas de trace» d'un projet dans ce village. Puis, informés à leur demande du numéro du contrat de subvention, complété par des photos et vidéos

envoyées par *Le Courrier*, les bureaux de Bogotá ne réagissent plus à nos e-mails. Il a fallu contacter les représentants de l'UE à Bruxelles pour obtenir une réponse tardive. L'UE informe qu'elle a financé l'ONG espagnole Cideal, qui à son tour a sous-traité à la Fondation colombienne Minutos de Dios. L'Union européenne assure dans sa réponse «surveiller la qualité des résultats des projets, soumis à des évaluations et des audits indépendants». Mais sept ans après la réalisation du projet, l'UE n'est pas en mesure de nous livrer une quelconque analyse sur les résultats. «A ce jour, nous n'avons pas d'éléments pour nous prononcer sur ce cas», déclare Griet Schoutens, coordinatrice de l'UE pour les projets de coopération en Colombie. Mais «une enquête à été ouverte». CKR